



ARRÊTÉ MUNICIPAL

<p>SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE</p> <p>Réf: CTD/CTD Réf : 231239</p>	<p>OBJET : CRÉATION D'UN BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE BT AERO / SOUTERRAIN **THO LUCIEN**</p> <p>- REFECTION DEFINITIVE -</p> <p>Du N°373 au N°383 CHEMIN DU MAS BONNET</p> <p>DU 11/04/2024 AU 17/04/2024</p>
---	--

Le Maire de la ville de NIMES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 26/03/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter la réalisation de CRÉATION D'UN BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE BT AERO / SOUTERRAIN **THO LUCIEN** - **REFECTION DEFINITIVE** - dans l'agglomération nîmoise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - STATIONNEMENT du 11/04/2024 au 17/04/2024 (2 jours dans la période)

- Le stationnement sera considéré comme gênant, au droit de la zone des travaux, entre les **N° 373 et N° 383 CHEMIN DU MAS BONNET**. Seuls les véhicules du pétitionnaire **IMC TELECOM** seront autorisés à stationner.

- Le pétitionnaire **IMC TELECOM** sera autorisé à occuper le domaine public, sur **CHAUSSÉE**, au droit de la zone des travaux, entre les **N° 373 et N° 383 CHEMIN DU MAS BONNET**.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**.

La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **IMC RESEAUX demeurant 316 Chemin de Galicante ZA de Galicante 30128 GARONS** représentée par **Madame Sonia DJELLOUL**.

ARTICLE 2 - CIRCULATION du 11/04/2024 au 17/04/2024 (2 jours dans la période)

- Le **CHEMIN DU MAS BONNET** sera barré du **N° 373 et le N° 383**.

- Les travaux seront réalisés de **9h00 à 16h00**.

- La circulation sera rendue tous les soirs à partir de **16h00**.

- L'ensemble de la pré-signalisation et déviation sera mise en place et maintenue par le pétitionnaire.

- Un cheminement piétonnier, protégé, sécurisé et sans interruption, sera impérativement mis en place sur l'emprise des travaux ainsi qu'aux abords.

- **UNE CAMPAGNE D'INFORMATION AUPRES DES RIVERAINS DEVRA ETRE IMPERATIVEMENT ORGANISEE** au minimum 72 heures avant le démarrage du chantier.

- Cette campagne se déroulera par distribution d'un courrier informatif dans la boîte aux lettres de chaque riverain, à défaut par affichage.

Le chantier est interdit au public, l'entreprise pétitionnaire devra **OBLIGATOIREMENT** mettre un périmètre de sécurité sur l'ensemble de l'emprise.

ARTICLE 3 - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 6 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 8 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 9 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,**

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*